

Les déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain : une évaluation économétrique

The determinants of the tax base of Morrocan foreign trade: an econometric evaluation

Mohamed NACIRI, (Doctorant)

*Laboratoire de L'Économie et Management des Organisations « LEMO »
Faculté d'économie et de gestion
Université IBN TOFAIL, Kenitra, Maroc*

Zahra MANSOURI, (Professeur)

*Laboratoire de L'Économie et Management des Organisations « LEMO »
Faculté d'économie et de gestion
Université IBN TOFAIL, Kenitra, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté d'Economie et de Gestion, Campus Universitaire, B.P. 242, Kenitra, Maroc. 05 5 37 32 92 18 supportfeg@uit.ac.ma
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Déclaration de la revue :	Cet article est publié sans charges APC.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	NACIRI, M., & MANSOURI, Z. (2025). Les déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain : une évaluation économétrique. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(4), 717–732. https://doi.org/10.5281/zenodo.15310572
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 23/02/2025

Accepted: 30/04/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 04 (2025)

Les déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain : une évaluation économétrique

Résumé :

À l'ère de la mondialisation croissante, le commerce international est reconnu comme l'une des principales sources de financement pour tous les pays. Dans ce cadre, le présent travail cherche à évaluer les déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain. L'étude couvre la période 1990-2023. Les résultats de la modélisation par la méthode des moments généralisés (GMM) montrent que le PIB par habitant n'a pas d'impact significatif, tandis que des variables comme le taux de change, les accords de libre-échange et les politiques fiscales sont déterminantes. La valeur ajoutée des secteurs agricole, industriel et des services réduit les recettes fiscales en raison des exonérations et de l'orientation vers l'exportation ou le marché domestique. L'inflation a un effet positif, mais les exportations et importations ont un impact négatif à cause des exonérations et des accords commerciaux. Les droits de douane limitent paradoxalement les recettes en décourageant les échanges. La dévaluation monétaire a des effets ambivalents sur la fiscalité, tandis que la corruption reste maîtrisée grâce à la digitalisation des douanes. Ces résultats soulignent la nécessité pour le Maroc d'adopter une fiscalité plus équilibrée et adaptée aux nouvelles dynamiques et tendances du commerce international. L'étude révèle l'importance de la diversification des ressources fiscales et la nécessité d'opter à une gestion optimisée des exonérations accordées lors des accords de libre d'échange. De même, les exonérations fiscales accordées à certains secteurs telles est le cas du secteur agricole, industriel et des services limitent l'accès aux recettes fiscales et réduit la capacité de l'État à financer ses dépenses publiques. En termes d'importance, cette étude permet de visualiser et identifier les principaux facteurs économiques et structurels qui affectent la mobilisation des recettes fiscales du commerce extérieur. De plus, l'étude évalue l'impact des politiques économiques et fiscales sur la fiscalité du commerce extérieur et fournir des recommandations aux décideurs publics pour optimiser la collecte des recettes fiscales.

Mots clés : Commerce extérieur, Recettes fiscales, Ouverture commerciale, GMM

JEL Classification : F14-H20-F13-C51

Type du papier : Recherche Econométrique

Abstract:

In the era of increasing globalization, international trade is recognized as one of the main sources of financing for all countries. In this context, this study aims to assess the determinants of the tax base of Moroccan foreign trade. The study covers the period from 1990 to 2023. The results of the modeling using the Generalized Method of Moments (GMM) show that GDP per capita has no significant impact, while variables such as exchange rate, free trade agreements, and fiscal policies are key determinants. The value added of the agricultural, industrial, and service sectors reduces tax revenues due to exemptions and the focus on exports or the domestic market. Inflation has a positive effect, but exports and imports have a negative impact due to exemptions and trade agreements. Customs duties paradoxically limit revenues by discouraging trade. Monetary devaluation has mixed effects on taxation, while corruption remains controlled thanks to customs digitalization. These results highlight the need for Morocco to adopt a more balanced tax system adapted to the new dynamics and trends in international trade. The study reveals the importance of diversifying tax resources and the need to opt for optimized management of exemptions granted during free trade agreements. Similarly, tax exemptions granted to certain sectors, such as the agricultural, industrial, and service sectors, limit access to tax revenues and reduce the state's ability to finance its public spending. In terms of importance, this study allows us to visualize and identify the main economic and structural factors that affect the mobilization of foreign trade tax revenues. In addition, the study assesses the impact of economic and tax policies on foreign trade taxation and provides recommendations to public decision-makers to optimize tax revenue collection.

Keywords : Foreign trade, Tax revenues, Trade openness, GMM

Classification JEL: F14-H20-F13-C51

Paper type: Econometric Research

1. Introduction

La mobilisation fiscale joue un rôle crucial dans le financement du développement économique et social, ainsi que dans la fourniture des services publics. Elle consiste à collecter des fonds auprès des citoyens et des entreprises sous forme d'impôts, de taxes et d'autres prélèvements, afin de financer les dépenses publiques nécessaires au fonctionnement de l'État et à la réalisation des objectifs de développement. Les revenus fiscaux sont importants dans la mesure où ils contribuent aux financements des services publics tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, la sécurité, la protection sociale, et bien d'autres. Ces services sont essentiels pour favoriser le bien-être des citoyens, améliorer les conditions de vie et soutenir le développement économique.

Le commerce extérieur constitue une source vitale de financement pour les États, notamment à travers les recettes fiscales issues des échanges internationaux. Au Maroc, les taxes sur le commerce extérieur – qu'il s'agisse des droits de douane, des taxes à l'importation ou d'autres prélèvements – jouent un rôle clé dans l'équilibre budgétaire et le financement des politiques publiques. Cependant, la dynamique de cette assiette fiscale est influencée par de multiples facteurs économiques, structurels et institutionnels, qui modulent l'ampleur et l'efficacité de la collecte fiscale.

Dans un contexte de mondialisation et d'intégration croissante aux marchés internationaux, la question des déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain devient un enjeu central pour les décideurs publics. En effet, la mise en place d'accords de libre-échange, la diversification des exportations, l'évolution des politiques douanières et la compétitivité des secteurs productifs impactent directement les revenus fiscaux tirés des transactions internationales. Ces accords, bien que bénéfiques pour le développement du commerce international, diminuent les recettes fiscales issues du commerce extérieur. De plus, des facteurs comme la qualité des institutions, le cadre réglementaire et la stabilité macroéconomique peuvent jouer un rôle modérateur sur la fiscalité commerciale.

Une analyse approfondie des déterminants de ces recettes permet d'anticiper l'impact de ces accords et de mettre en place des stratégies compensatoires, notamment en renforçant la fiscalité intérieure ou en diversifiant les sources de revenus publics.

Ainsi, cette étude vise à identifier et analyser les principaux déterminants des recettes fiscales du commerce extérieur marocain, en s'appuyant sur une approche économétrique. Elle s'intéressera particulièrement à l'effet du PIB, l'inflation, au rôle du secteur agricole, industriel et des services, ainsi qu'à l'impact du taux de change et des flux d'importations et d'exportations.

Compte tenu de l'importance de la fiscalité comme étant une source de financement importante pour le budget de l'État marocain, une question principale s'impose : **Quels sont les principaux déterminants commerciaux et structurels de l'assiette fiscale marocaine ?** Cette investigation permettra d'éclairer les choix stratégiques en matière de politique fiscale et commerciale, en vue d'optimiser la mobilisation des ressources publiques et d'assurer un financement durable du développement économique du pays.

Les hypothèses de recherche sont les suivantes :

H1 : le PIB par habitant n'exerce aucun effet sur les recettes fiscales du commerce extérieur. ;

H2 : La valeur ajoutée du secteur agricole impacte négativement et significativement les recettes fiscales commerciales.

H3 : la valeur ajoutée du secteur services influence négativement et significativement la récolte fiscale commerciale.

H4 : la contribution de la valeur ajoutée du secteur industriel exerce un impact négatif et significatif sur les recettes fiscales du commerce extérieur

H 5 : les exportations exercent un impact négatif et significatif sur les recettes fiscales du commerce extérieur

H 6 : les importations entraînent un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales du commerce extérieur.

H 7 : les droits de douane ont un effet négatif et significatif sur les revenus fiscaux du commerce extérieur

H8 : Le taux de change n'a pas un effet unilatéralement positif ou négatif, mais exerce plutôt un effet contrasté et dépendant du contexte économique.

H9 : l'inflation impacte positivement et significativement les revenus fiscaux du commerce international

Notre étude sera subdivisée en trois parties. La première partie traite la revue de littérature. La deuxième est consacrée à la présentation de la méthodologie de recherche, notamment la spécification économétrique, la source des variables et la technique d'estimation. Alors que la dernière partie sera accordée aux résultats et discussions. Ce plan fournit une structure claire pour aborder l'évaluation économétrique des déterminants de l'assiette fiscale au Maroc en intégrant à la fois l'approche théorique et l'analyse empirique.

2. Revue de littérature

La revue de littérature joue un rôle clé dans la recherche sur les déterminants de l'assiette fiscale au Maroc. En analysant de manière approfondie les travaux existants, elle offre une compréhension globale des recherches antérieures, des variables déterminantes, des cadres théoriques, des méthodologies employées et des résultats obtenus. Cette démarche permet de guider l'approche méthodologique de la recherche. Par ailleurs, en identifiant les convergences, divergences et contradictions entre les différentes études, la revue de littérature permet de discerner les éventuelles sources de conflit ou de controverse dans le domaine de recherche.

2.1 Le développement économique

Les études empiriques montrent que le développement économique influence fortement la mobilisation des recettes fiscales. Des facteurs comme le PIB par habitant, l'ouverture économique, la structure sectorielle, et la stabilité politique renforcent la capacité d'un pays à lever des impôts. Stotsky et WoldeMariam (1997) et Gupta (2007) confirment que le développement améliore la demande et l'offre de biens publics, tandis que Teera (2002) et Tanzi établissent une relation positive entre le revenu par habitant et les recettes fiscales, bien que cette corrélation puisse s'affaiblir selon les contextes. Ces travaux soulignent également l'importance des institutions et des infrastructures pour maximiser les performances fiscales.

Il est bien évident que plus le niveau de développement d'un pays n'est élevé, plus sa capacité à prélever des ressources fiscales est forte. Stotsky et WoldeMariam 1997, ont démontré que le niveau de développement peut être mesuré à travers trois variables : le produit intérieur brut par tête, l'origine sectorielle du revenu mesurée par la part de la valeur ajoutée agricole et enfin, le degré de monétarisation de l'économie mesurée par le ratio entre l'agrégat M2 et le PIB. Les auteurs avancent les explications suivantes : pour ce qui concerne la demande, l'augmentation du niveau de développement entraîne un accroissement et une diversification de la demande de biens publics, ce qui entraîne une réduction de la résistance des contribuables vis-à-vis de l'impôt. Quant à l'offre, une nette élévation du niveau de développement permet d'accroître la capacité contributive de l'économie. En outre, le niveau de développement impact positivement les capacités administratives, en vue de lever l'impôt, grâce à l'existence d'économies d'échelle dans l'administration de l'impôt et à un meilleur environnement (infrastructures de qualité, qualification des employés des administrations, niveau d'éducation de l'ensemble de la population).

Gupta (2007) a examiné les principaux facteurs expliquant les variations dans les recettes fiscales parmi les économies en développement. À travers l'étude, le chercheur a tenté d'examiner les principaux déterminants des recettes (hors subventions) des gouvernements des pays en développement et à analyser dans quelle mesure des variables telles que la structure de l'économie, les institutions, le niveau de développement économique et les politiques expliquent la différence de performance des recettes fiscales (hors subventions). Un modèle de régression en panel est utilisé pour estimer cette relation. Les conclusions de l'auteur indiquent que l'ouverture économique, le ratio agricole et le PIB par habitant sont des déterminants importants des recettes fiscales du gouvernement central (hors subventions). L'étude confirme en outre que la corruption, la part des impôts indirects et directs et la stabilité politique sont des déterminants significatifs de la performance fiscale du gouvernement.

Teera (2002) a étudié les déterminants de la part des recettes fiscales en Ouganda en utilisant des données de séries chronologiques pour la période 1970 à 2000. Dans ses résultats, le développement économique, les déficits fiscaux et la part de la fabrication dans le PIB sont les déterminants des recettes fiscales.

Tanzi a examiné dans une étude pour un échantillon de 86 pays en développement, la relation entre la part des recettes fiscales dans le PIB et le logarithme du revenu par habitant. Il a trouvé une relation positive et significative entre ces deux variables. Dans une autre étude ultérieure, Tanzi a étendu son analyse pour inclure un échantillon de 83 pays en développement sur la période allant de 1978 à 1988. Il a constaté que la relation entre la part des impôts et le revenu par habitant s'était affaiblie.

2.2 Valeurs ajoutées sectorielles ; industrie agriculture et services

Les études empiriques révèlent des relations contrastées entre les valeurs ajoutées sectorielles et les recettes fiscales. L'agriculture, généralement sous-taxée ou difficile à taxer, exerce un effet négatif sur la mobilisation fiscale, comme le montrent Eltony (2002), Gupta (2007), et Basirat et al. (2014). À l'inverse, les secteurs industriels et des services influencent positivement les recettes fiscales, notamment grâce à leur structure formelle et leur contribution à l'élasticité fiscale (Ahmed et Mohammed, 2010 ; Basirat et al., 2014). Les facteurs structurels, tels que le PIB par habitant, le degré d'ouverture commerciale, et les rentes des ressources naturelles, apparaissent également comme des déterminants clés des performances fiscales, selon Drummond et al. (2010). Ces résultats confirment l'importance de diversifier les économies vers des secteurs plus fiscalement rentables.

Eltony (2002), a analysé les données de 16 pays arabes pour la période allant de 1994 à 2000, à travers une régression de la part des impôts dans le PIB sur la part de l'agriculture, la part de l'exploitation minière et la part des exportations, le revenu par habitant, les importations et la dette étrangère impayée. Les principaux résultats ont montré un effet négatif et significatif pour la part de l'exploitation minière et de l'agriculture, un effet positif et significatif pour le revenu par habitant et les importations. L'étude a conclu que les principaux déterminants de la part des impôts dans le PIB des pays arabes sont le revenu par habitant, la part de l'agriculture et de l'exploitation minière.

Gupta (2007) a analysé dans une étude les principaux déterminants de la performance des recettes fiscales dans les pays en développement en utilisant le revenu par habitant dans le PIB, la part de l'agriculture dans le PIB, l'ouverture commerciale, la corruption de l'aide étrangère, les facteurs politiques et économiques comme déterminants du ratio des recettes fiscales par rapport au PIB. Ses résultats ont montré une relation fortement négative et significative entre la part de l'agriculture et la performance des recettes fiscales, le PIB par habitant est significativement positif, une relation positive entre l'ouverture et la performance des recettes, l'aide étrangère a un effet positif sur la performance des recettes, mais la relation semble plus faible que celle pour certaines autres variables.

Paulo Drummond, Wendell Daal, Nandini Srivastava, Luiz Edgard Oliveira ont tenté d'analyser l'expérience des pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu en matière de mobilisation des recettes au cours des dernières décennies entre la période allant de 1990 à 2010. Deux objectifs ont été fixés : identifier des normes empiriques sur le montant et la rapidité avec lesquels les pays ont été en mesure de mobiliser des recettes pour financer leurs programmes de développement. Les principaux résultats de l'estimation du panel suggèrent que les facteurs structurels, tels que le PIB par habitant, la part de l'agriculture dans le PIB, l'inflation, le degré d'ouverture et les rentes tirées des ressources naturelles, sont des déterminants importants des recettes fiscales.

Ahmed, Q.M. et S.D. Mohammed (2010) ont tenté de trouver le déterminant de l'élasticité fiscale des pays en développement. L'étude s'est appuyée sur la méthode des moindres carrés regroupés pour l'analyse de données de 25 pays en coupe transversale pour la période allant de 1998 à 2008. Les résultats montrent que le secteur manufacturier, le secteur des services, influencent positivement l'élasticité fiscale, tandis que la croissance des subventions a un impact négatif sur l'élasticité fiscale. La croissance du secteur agricole a un impact insignifiant sur l'élasticité fiscale dans le cas des pays en développement, car ils ne sont pas taxés ou sont sous-taxés. Contrairement à de nombreuses études passées qui ont trouvé un impact insignifiant du secteur des services sur l'élasticité fiscale en raison du développement du secteur dans les années 1990.

Basirat et al. (2014) ont tenté d'examiner l'effet des variables économiques sur les recettes fiscales totales de l'économie iranienne pour la période de 1974 à 2011 à travers l'application du modèle ARDL. Les résultats de l'étude ont montré que la valeur ajoutée du secteur industriel, avec un coefficient de 1,0841, avait un effet positif et significatif sur les recettes fiscales totales. En revanche, la valeur ajoutée du secteur agricole, avec un coefficient de 1,1801, avait un impact négatif significatif sur les recettes fiscales totales.

2.3 L'ouverture commerciale : Importation exportation

La théorie économique concernant les facteurs qui déterminent les recettes fiscales met en évidence le commerce international comme l'un des déterminants structurels les plus significatifs sur lesquels les autorités publiques peuvent compter pour générer des revenus. Le secteur du commerce extérieur joue un rôle crucial dans la génération de recettes fiscales. Plusieurs études empiriques, qui seront mentionnées ci-dessous, ont été réalisées afin d'évaluer les effets du commerce international à cet égard.

Les études empiriques montrent une relation complexe entre l'ouverture commerciale et les recettes fiscales. Si certaines recherches, comme celles de Khattry et Rao (2002), Agbeyegbe, Stotsky et WoldeMariam (2006) ou Baunsgaard et Keen (2005), soulignent les effets négatifs de la libéralisation commerciale sur les taxes commerciales et les recettes fiscales totales, d'autres, comme Keen et Ligthart (2002), notent une compensation partielle par l'augmentation des impôts sur le revenu et la consommation. Les résultats varient selon les contextes : dans les pays en développement, l'ouverture commerciale peut entraîner des déficits budgétaires en raison de la faible capacité à diversifier les sources fiscales, tandis que des institutions solides, comme le suggèrent Rodriguez et Rodrik (1999), peuvent modérer ces impacts. La transition vers des fiscalités intérieures, comme la TVA, est souvent avancée comme solution, bien que son efficacité reste limitée dans les pays à faible revenu.

Agbeyegbe, Stotsky et WoldeMariam (2006) ont mené une étude portant sur les pays d'Afrique subsaharienne afin d'analyser la relation entre l'ouverture commerciale, le taux de change et les recettes fiscales. Cette étude s'est appuyée sur un panel de 22 pays et a utilisé la méthode des moments généralisés (GMM) sur la période allant de 1980 à 1996. Les résultats de cette étude indiquent que l'ouverture commerciale n'a aucun effet significatif sur les recettes fiscales

totales, mais présente une faible corrélation positive avec les taxes commerciales. De plus, les chercheurs ont constaté que le taux de change n'a pas d'impact sur les recettes fiscales.

Khattry et Rao (2002) ont réalisé une autre étude visant à évaluer l'impact de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales. Cette étude a porté sur un panel de 81 pays en développement sur la période de 1978 à 1999. Les résultats de cette étude indiquent que l'ouverture commerciale a un effet négatif sur les recettes fiscales totales ainsi que sur les recettes fiscales provenant du commerce extérieur. Cette diminution des recettes fiscales du commerce extérieur s'explique par la réduction des tarifs douaniers. Cette politique de libéralisation est associée à la difficulté pour l'État de générer des recettes fiscales intérieures, ce qui entraîne une diminution des recettes fiscales totales et, par conséquent, une augmentation de la dette.

Une étude réalisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA, 2004) met en évidence le fait que l'ouverture commerciale entraîne une instabilité budgétaire dans les pays africains. Cette instabilité est directement liée à la dépendance de ces économies vis-à-vis des taxes sur le commerce international. La méthode des moments généralisés (GMM) a été utilisée sur un panel de pays africains sur la période allant de 1980 à 2012. La principale conclusion de cette étude est que la diminution des taxes commerciales peut être compensée par une augmentation des recettes intérieures, en particulier la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Khattry (2003) a examiné la relation entre la libéralisation commerciale et la composition des revenus à travers l'analyse des données de panel pour quatre-vingts pays en développement et industrialisés sur la période allant de 1970 à 1998, en employant un cadre de régression à effets fixes pour tenir compte des caractéristiques propres à chaque pays. Les résultats de cette étude indiquent que la libéralisation commerciale conduit à une diminution des recettes fiscales et aggrave le déficit budgétaire. Pour compenser cela, le gouvernement peut réduire les dépenses publiques ou financer le déficit en recourant à des emprunts, tant nationaux qu'étrangers, ce qui entraîne une augmentation de la dette publique. Cette augmentation de la dette entraîne à son tour une augmentation des charges d'intérêts de la dette, créant ainsi un nouveau déficit budgétaire, contribuant ainsi au déclin observé des investissements dans les infrastructures. Les pouvoirs publics se retrouvent ainsi pris dans un cercle vicieux de déficit budgétaire.

Keen et Ligthart (2002) ont constaté que la libéralisation commerciale, qui implique une réduction des tarifs douaniers, a un impact significatif sur la structure fiscale des pays en développement. Leurs résultats montrent que la réduction des tarifs douaniers a un effet positif et important sur la fiscalité nationale, en particulier sur les impôts sur le revenu et la consommation des biens et services. Cependant, cette réduction tarifaire s'accompagne d'une diminution des recettes provenant des taxes commerciales. Les chercheurs expliquent que la libéralisation commerciale entraîne une augmentation du pouvoir d'achat réel des consommateurs grâce à la baisse des prix internationaux des biens et services, mais dans les pays en développement, elle ne permet pas d'améliorer la base fiscale liée au commerce extérieur. Ainsi, la libéralisation commerciale dans les pays en développement permet de réduire la dépendance fiscale vis-à-vis du commerce extérieur en compensant la perte de recettes fiscales provenant des taxes commerciales par une augmentation des impôts sur le revenu et la consommation.

Baunsgaard et Keen (2005) ont étudié la question de la compensation des pertes de recettes fiscales provenant des taxes commerciales par le biais des recettes fiscales intérieures. Leur étude s'appuie sur un panel de 125 pays couvrant la période de 1975 à 2000. Les auteurs parviennent à la conclusion que la libéralisation commerciale dans les pays à faible revenu ne permet pas de compenser les pertes de revenus fiscaux. En d'autres termes, la diminution des taxes commerciales résultant de la libéralisation commerciale n'est pas compensée par une augmentation significative des recettes fiscales intérieures dans les pays à faible revenu.

Keen et Simone (2004) ont démontré que l'ouverture commerciale a un impact négatif sur les recettes fiscales lorsqu'elle s'accompagne d'une baisse des tarifs douaniers. Cependant, ils ont souligné que l'ouverture commerciale peut avoir un effet positif sur les recettes fiscales si elle est accompagnée d'une réduction des barrières non tarifaires telles que la simplification des procédures douanières, la limitation des contingents d'importation et la baisse des taux des droits de douane. De même, Rodriguez et Rodrik (1999) ont mis en évidence une corrélation positive entre l'ouverture commerciale et les recettes fiscales, en mettant l'accent sur le rôle crucial de l'État et la qualité des institutions dans un contexte de libéralisation commerciale accrue. Ils ont souligné que la qualité des institutions et la capacité de l'État à mettre en place des réglementations efficaces sont des facteurs essentiels pour assurer que l'ouverture commerciale se traduise par des recettes fiscales accrues.

2.4 Taux de change

Les études empiriques révèlent une relation majoritairement négative entre le taux de change et les recettes fiscales. Nwosa et al. (2012) et Onakoya et al. (2017) montrent que le taux de change agit défavorablement sur les revenus fiscaux, bien que d'autres variables macroéconomiques, telles que l'ouverture commerciale et le PIB, puissent compenser cet effet. De même, Chaudhry et Munir (2010) identifient un impact négatif du taux de change sur le ratio impôts/PIB au Pakistan, tandis que Yüksel et al. (2013) constatent une causalité bidirectionnelle entre le taux de change et les recettes fiscales en Turquie, suggérant une dynamique complexe. Ces résultats appellent à des politiques monétaires adaptées pour limiter les effets négatifs des fluctuations du taux de change sur les revenus fiscaux.

Une étude de Nwosa et al. (2012) a examiné la contribution relative de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales du commerce au Nigeria pour la période 1970-2009. Les résultats montrent que la libéralisation commerciale, la dette publique, l'ouverture commerciale, le PIB et la main-d'œuvre influencent positivement les recettes fiscales du commerce, tandis que le taux de change a un effet négatif. Le test de Wald révèle que la main-d'œuvre, la dette publique et le taux de change ont un impact significatif, et le coefficient bêta identifie la libéralisation comme le principal déterminant. L'étude recommande des politiques macroéconomiques adaptées pour renforcer la libéralisation commerciale.

Muibi et Sinbo (2013) ont étudié la variable de politique macroéconomique la plus pertinente pour stimuler les recettes fiscales et améliorer les revenus du gouvernement. En utilisant des données secondaires sur l'économie nigériane entre 1970 et 2011, et le mécanisme de correction d'erreur, ils ont analysé les relations à court et long terme entre les variables. L'analyse montre que les recettes fiscales répondent significativement aux variations du niveau de revenu, du taux de change et du taux d'inflation. Une augmentation de 1 % du revenu entraîne une hausse des recettes fiscales de 0,63 % immédiatement et de 0,33 % l'année suivante.

Chaudhry et Munir (2010) ont étudié les déterminants des faibles recettes fiscales au Pakistan en utilisant des techniques de séries chronologiques sur la période 1973-1990. Leur analyse a révélé que les secteurs des services et de l'agriculture, ainsi que le taux de change, ont un impact négatif sur le ratio impôts/PIB. À l'inverse, le secteur manufacturier, l'ouverture commerciale, la masse monétaire (M_2), l'inflation, l'aide étrangère, la dette extérieure et la stabilité politique contribuent positivement aux recettes fiscales.

Yüksel et al. (2013) ont analysé la relation entre les recettes fiscales et les indicateurs macroéconomiques en Turquie pour la période 1980-2012, en utilisant le mécanisme de correction d'erreurs vectoriel et le test de causalité de Granger. Leur étude a révélé une causalité bidirectionnelle entre les recettes fiscales et le taux de change réel, ainsi qu'entre les recettes fiscales et la masse monétaire (M_2). Une causalité unidirectionnelle a également été identifiée des recettes fiscales vers les investissements directs étrangers et le stock de dette extérieure.

Variable à expliquer : recettes fiscales du commerce extérieur.

L'étude menée par Onakoya, Afintinni et Oyeyemi (2017) a examiné la relation entre les performances des recettes fiscales, la libéralisation commerciale et les variables macroéconomiques dans 22 pays d'Afrique subsaharienne pour la période 2005-2014. En utilisant un modèle de correction d'erreurs vectoriel et un test de causalité de Granger, ils ont constaté que l'inflation, le taux d'intérêt et l'ouverture commerciale avaient une relation à court terme avec les recettes fiscales, contrairement au taux de change et au chômage. Tous les facteurs, sauf le taux de change, étaient positivement liés aux recettes fiscales.

2.5 la corruption

La corruption impacte directement l'assiette fiscale en réduisant la capacité de l'État à mobiliser ses ressources. Elle favorise l'évasion fiscale, affaiblit l'administration fiscale et limite la collecte des recettes publiques, particulièrement dans les pays en développement. À l'inverse, une gouvernance transparente et efficace renforce la confiance des contribuables, améliore la conformité et optimise la collecte fiscale, élargissant ainsi l'assiette fiscale. Toutefois, un faible niveau de corruption, associé à une gouvernance transparente et efficace, élargit l'assiette fiscale en encourageant la conformité des contribuables et en optimisant les mécanismes de collecte fiscale.

Johnson et al. (1998) ont étudié la relation entre la corruption et les recettes fiscales de 49 pays dans trois différentes régions du monde dans les années 1990 en utilisant une analyse de régression. Les principaux résultats de l'étude montrent l'existence d'une relation négative entre la corruption et les recettes fiscales.

Dans une autre étude, Ghura (1998) a tenté d'identifier les effets des politiques économiques ainsi que les niveaux de corruption sur les recettes fiscales et les taux de produit national brut (PNB) en utilisant une analyse de données de panel recensées dans 39 pays africains entre la période allant de 1985 et 1996. Les résultats ont démontré qu'une augmentation des taux de corruption diminuait les recettes fiscales et la proportion des recettes fiscales par rapport au PNB.

Sanyal et al. (2000) analysent la relation entre la corruption, l'évasion fiscale et la courbe de Laffer et expliquent qu'une administration fiscale corrompue conduit à un comportement similaire à la courbe de Laffer (un ratio fiscal plus élevé conduit à des recettes nettes plus faibles). La littérature récente montre que dans le cas des pays pauvres induisant plus de corruption budgétaire, cela peut paradoxalement conduire à un niveau d'évasion fiscale plus faible et à un niveau de recettes fiscales plus élevées, mais Fjeldstad et Tungodden (2001) expliquent que ce paradoxe ne justifie pas des politiques pour stimuler la corruption. Ils analysent que, dans le court terme, la corruption peut accroître les recettes fiscales, mais dans le long terme, le contraire sera le cas.

Fisman et Svensson (2000) ont mené une étude visant à étudier l'impact de la corruption et de la fiscalité sur les taux de croissance des entreprises opérant dans divers secteurs en Ouganda au cours de la période 1995-1997, en utilisant une analyse de séries temporelles. Les principaux résultats de l'étude ont révélé que la corruption et la fiscalité exercent un effet négatif sur le taux de croissance des entreprises. De même, les deux chercheurs ont démontré que l'impact négatif de la corruption sur les entreprises pourrait potentiellement générer une diminution significative des recettes fiscales.

Tanzi et Davoodi (2000) en utilisant une analyse de régression, ont tenté d'identifier l'effet des niveaux de corruption dans 97 pays entre la période allant de 1980 à 1997 sur les recettes d'origine fiscales et non fiscales. Les résultats montrent que la corruption a un effet négatif sur les recettes fiscales. D'autant plus, ils révèlent que la corruption et les impôts directs dans les recettes fiscales ont des effets négatifs plus importants que les impôts indirects.

Imam et Jacobs (2007) en utilisant l'approche des méthodes généralisées des moments (GMM), ont mené une étude pour analyser la relation entre la corruption et les recettes fiscales dans 12

pays du Moyen-Orient entre 1990 à 2003. Leur analyse a révélé que les taxes commerciales et individuelles avaient un impact négatif plus prononcé sur les niveaux de corruption.

3. Cadre méthodologique

L'examen approfondi des travaux empiriques antérieurs nous a permis de sélectionner avec soin les variables pertinentes pour expliquer les déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain. Le cadre méthodologique est conçu de manière à premièrement définir le modèle empirique, puis à justifier de manière appropriée le choix de chaque variable, et enfin à présenter la méthode d'estimation économétrique utilisée.

3.1. Spécification du modèle empirique

Dans cette sous-section, nous présentons les différentes spécifications économétriques pour estimer les déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain. La spécification empirique de base qui capte ledit effet est :

$$RC_t = \alpha_0 + \alpha_1 PIBH_t + \alpha_2 VAG_t + \alpha_3 VAS_t + \alpha_4 VAI_t + \alpha_5 infl_t + \alpha_6 X_t + \alpha_7 M_t + \alpha_8 DD_t + \alpha_9 Chg_t + \alpha_{10} Corp_t + \varepsilon_t$$

Avec :

La variable à expliquer

RC : Les recettes commerciales en pourcentage du PIB

Les variables explicatives :

PIBH : Le PIB par habitant

VAG : La valeur ajoutée du secteur agricole

VAS : La valeur ajoutée du secteur services

VAI : La valeur ajoutée du secteur industriel

Infl : L'inflation

X : Les exportations

M : Les importations

DD : Les droits de douane

Chg : Le taux de change

Corp : L'indice de la corruption

Pour atteindre nos objectifs, nous construisons un ensemble de données de séries chronologiques de 1990 à 2023. Les données utilisées dans cette étude économétrique proviennent de deux sources de données. Les variables macroéconomiques sont issues de la banque mondiale. L'indice de la qualité institutionnelle provient de la base de données d'ICRG (International Country Risk Guide).

3.2. Méthode d'estimation économétrique

La Méthode des Moments Généralisés (GMM - Generalized Method of Moments) est une technique d'estimation statistique utilisée en économétrie et en statistique pour estimer les paramètres d'un modèle à partir des moments théoriques et empiriques.

4. Résultats et discussions

Les résultats empiriques montrent que le PIB par habitant n'exerce aucun impact significatif sur l'assiette fiscale du commerce extérieur. Ce résultat est cohérent, car le commerce extérieur est fortement influencé par des paramètres tels que le taux de change, les barrières non tarifaires et les politiques fiscales et commerciales. Le Maroc s'efforce de conclure des accords de libre-échange avec d'autres pays ou d'intégrer des unions économiques régionales. Ces accords visent à réduire ou à éliminer les droits de douane et autres obstacles au commerce, ce qui stimule les échanges commerciaux tout en diminuant la dépendance aux taxes sur le commerce. Par

ailleurs, le Maroc n'étant pas un grand producteur de ressources naturelles, il ne bénéficie pas pleinement des revenus fiscaux associés à ces ressources.

Tableau N°01 : Résultats de l'estimation des déterminants de l'assiette fiscale du commerce extérieur marocain

Variable à expliquer : Recettes commerciales en % du PIB T = 1990-2023 Estimateur : La méthode des moments généralisés (GMM)	
Variables explicatives	Coefficient
PIB_H	0.321 (0.104)
VAG	-0.721 (0.040)**
VAS	-0.610 (0.008)
VAI	-0.505 (0.109)
Infl	0.127 (0.057)**
X_PIB	-0.183 (0.047)**
M_PIB	-0.266 (0.005)***
DD	-0.309 (0.008)***
Chg	-0.081 (0.082)*
Corp	-0.091 (0.001)***
Constante	2.094 (0.000)***
R^2	71.91%
Wu-Hausman	0.007
Sargan	0.310
Significativité : *** 1% ; ** 5% ; *10% (.) : La valeur de la probabilité	

Source : Élaboration des auteurs

La valeur ajoutée du secteur agricole entraîne un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales commerciales. Le secteur agricole est souvent caractérisé par une faible contribution fiscale en raison de politiques spécifiques visant à soutenir les producteurs et à assurer la sécurité alimentaire. Au Maroc, le gouvernement accorde des exonérations fiscales ou des taux réduits d'imposition sur les revenus agricoles, les intrants (engrais, semences, machines) et les exportations, limitant ainsi la base taxable. De plus, une grande partie des activités agricoles s'effectue dans le secteur informel, ce qui complique la collecte de taxes et contribue à une faible mobilisation fiscale. Par ailleurs, les produits agricoles bruts, largement exportés dans les pays à économie agricole, génèrent peu de recettes fiscales par rapport aux produits manufacturés ou transformés à forte valeur ajoutée.

De même, la valeur ajoutée du secteur services influence négativement et significativement la récolte fiscale commerciale. L'effet négatif et significatif de la valeur ajoutée du secteur des services sur les recettes fiscales commerciales peut être attribué à plusieurs facteurs structurels et économiques. Tout d'abord, le secteur des services est souvent orienté vers le marché domestique, avec une proportion relativement faible impliquée dans le commerce international, ce qui limite sa contribution à la fiscalité du commerce extérieur. Ensuite, les services sont généralement moins taxables par le biais des droits de douane ou des taxes commerciales traditionnelles, contrairement aux biens physiques échangés. De plus, la prédominance de

l'informalité dans certains segments du secteur des services, comme les petits commerces ou les activités artisanales, réduit davantage la base taxable. Enfin, la numérisation croissante des services (par exemple, les services en ligne) s'échappe aux cadres fiscaux traditionnels, ce qui complexifie encore la collecte des taxes liées à ces activités dans un contexte de commerce international.

Ainsi, la contribution de la valeur ajoutée du secteur industriel exerce un impact négatif et significatif sur les recettes fiscales du commerce extérieur. Cet effet s'explique par plusieurs mécanismes. Tout d'abord, dans de nombreux pays en développement comme le Maroc, en phase de transition économique, l'industrialisation est souvent encouragée par des incitations fiscales, telles que des exonérations douanières sur les intrants importés (machines, matières premières) pour stimuler la production et la compétitivité. Cela réduit directement les recettes fiscales liées au commerce extérieur. De plus, une grande partie de la production industrielle est destinée à l'exportation dans le cadre d'accords de libre-échange, qui éliminent ou réduisent considérablement les droits de douane, limitant ainsi la contribution fiscale du secteur. Enfin, l'industrie se concentre sur des activités d'assemblage et de transformation de produits importés à faible valeur ajoutée, cela signifie que la fiscalité des échanges commerciaux est davantage affectée, car les flux d'importation et d'exportation s'équilibrent souvent, minimisant les recettes fiscales nettes.

Les résultats économétriques indiquent que l'inflation impacte positivement et significativement les revenus fiscaux du commerce international. Ledit impact s'explique par plusieurs mécanismes économiques. En période d'inflation, la hausse générale des prix augmente la valeur monétaire des marchandises importées et exportées. Puisque les taxes douanières sont souvent calculées sur la base de la valeur des biens (ad valorem), une inflation élevée entraîne mécaniquement une augmentation des montants perçus en droits de douane, même si les volumes échangés restent constants. De plus, l'inflation renforce indirectement les recettes fiscales en stimulant une dynamique d'ajustement des taux de taxation ou en augmentant les prix des intrants nécessaires à la production des biens importés ou exportés. Toutefois, cet impact positif pourrait être temporaire si l'inflation devient trop élevée et réduit le pouvoir d'achat, ce qui pourrait ralentir les échanges commerciaux à long terme.

La modélisation a pu montrer que les exportations exercent un impact négatif et significatif sur les recettes fiscales du commerce extérieur. Le Maroc, en tant que pays non exportateur de pétrole et disposant de ressources naturelles limitées, ne peut pas compter sur des revenus substantiels issus des exportations de matières premières comme c'est le cas pour les économies rentières. Cette caractéristique structurelle explique la faible contribution des exportations aux recettes fiscales commerciales. Bien que le taux d'ouverture économique du Maroc soit élevé, reflétant une intégration significative dans les échanges mondiaux, le principal défi réside dans la qualité et la compétitivité de l'offre exportable. Le Maroc se concentre principalement sur des produits agricoles, du textile et des biens manufacturés à moyenne valeur ajoutée, qui génèrent moins de revenus que les produits industriels ou technologiques haut de gamme. De plus, les incitations fiscales offertes pour favoriser les exportations, comme les exonérations douanières et fiscales, réduisent la collecte des recettes fiscales provenant des flux exportateurs. La modélisation économique de l'assiette fiscale commerciale a pu indiquer que les importations entraînent un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales du commerce extérieur. Dans le cadre de nombreux accords de libre-échange signés par le Maroc, les droits de douane sur une large gamme de produits importés sont considérablement réduits ou supprimés, ce qui limite la contribution des importations aux recettes fiscales. De plus, une part importante des importations peut inclure des intrants nécessaires à la production nationale (machines, matières premières, équipements), souvent exemptés ou soumis à des taux réduits pour encourager l'investissement et la production locale. Par ailleurs, des pratiques telles que

la sous-évaluation des marchandises à l'importation, facilitée par des lacunes dans les contrôles douaniers ou la corruption, peuvent également diminuer la base taxable des importations. D'après nos estimations, les droits de douane ont un effet négatif et significatif sur les revenus fiscaux du commerce extérieur. Bien que les droits de douane soient censés constituer une source directe de revenus pour l'État, leur application entraîne des effets indirects défavorables. Par exemple, des taux de droits de douane élevés dissuadent les importations, réduisant ainsi la base taxable et les recettes fiscales globales. De plus, dans un contexte d'accords de libre-échange, comme ceux signés par le Maroc, la suppression progressive des droits de douane sur de nombreux produits réduit leur contribution aux recettes fiscales. Par ailleurs, des pratiques comme la fraude douanière ou la sous-déclaration de la valeur des biens importés limitent l'efficacité de la collecte.

Ces résultats mettent en lumière l'impact contrasté des politiques de dévaluation du taux de change sur les recettes fiscales et l'économie. D'un côté, la dévaluation peut stimuler l'activité économique globale en rendant les exportations plus compétitives, ce qui favorise la croissance et, par ricochet, augmente les recettes fiscales intérieures via des taxes comme la TVA ou l'impôt sur les revenus. Cependant, la hausse des prix des produits importés due à la dévaluation réduit la demande pour ces biens, entraînant une baisse des recettes fiscales issues du commerce extérieur, comme les droits de douane. Cette situation modifie également les habitudes de consommation : les consommateurs se détournent des biens échangeables (importés ou exportés) devenus plus coûteux pour privilégier les biens non échangeables, souvent produits localement. Cela peut contribuer à un rééquilibrage économique en faveur de la production intérieure, mais limite la contribution des flux commerciaux aux recettes fiscales, illustrant les effets ambivalents de ces politiques sur le système fiscal global.

Contrairement à d'autres contextes, les taxes sur le commerce extérieur au Maroc sont relativement moins impactées par la corruption, grâce à plusieurs mesures structurelles et technologiques. L'utilisation du système d'information douanier (SID) permet une gestion automatisée et transparente des déclarations douanières, réduisant les opportunités d'intervention humaine et, par conséquent, de corruption. Par ailleurs, l'organisation efficace de la direction des douanes, combinée à une augmentation des accords de libre-échange, favorise une digitalisation accrue des opérations douanières, limitant les pratiques frauduleuses comme la sous-évaluation des marchandises importées pour éviter des taxes élevées. Bien que des pots-de-vin puissent être négociés pour minimiser les droits et taxes, ces pratiques sont significativement atténuées grâce aux efforts de modernisation des processus douaniers, garantissant une collecte fiscale plus efficace et moins sujette aux manipulations. Cela démontre l'importance des réformes technologiques dans la lutte contre la corruption au sein du commerce extérieur.

5. Conclusion et Recommandations

Les facteurs qui déterminent les recettes fiscales du commerce extérieur marocain sont souvent considérés comme étant des facteurs affectant la mobilisation des recettes fiscales. Leur impact parfois positif, négatif ou l'ambivalent peut générer des performances fiscales contrastées en termes de revenus fiscaux conditionnant ainsi la croissance économique dans les pays en développement.

L'analyse des facteurs qui détermine les recettes fiscales du commerce extérieur revêt une importance cruciale pour un pays comme le Maroc. En effet, cette analyse permet d'optimiser la collecte des revenus publics et d'assurer une gestion budgétaire plus efficace. D'autant plus, le Royaume est tributaire, dans une certaine mesure, des droits de douane et des prélèvements fiscaux sur les transactions commerciales pour financer ses dépenses publiques. La compréhension des facteurs déterminants est d'une importance cruciale pour les décideurs,

puisque'elle leur permet d'ajuster la politique fiscale afin d'optimiser la mobilisation des ressources financières tout en préservant un équilibre entre la compétitivité économique et la rentabilité fiscale.

Ce travail contribue à l'étude empirique approfondie en analysant les principaux déterminants des recettes fiscales du commerce extérieur marocain. À l'aide d'une approche économétrique GMM, notre étude couvre la période 1990-2023. En termes de résultat, l'estimation a pu montrer que plusieurs facteurs structurels et économiques influencent significativement la mobilisation des recettes fiscales commerciales.

L'analyse économétrique présentée dans cet article permet de mettre en évidence plusieurs résultats significatifs concernant les facteurs explicatifs des recettes fiscales du commerce extérieur marocain. En premier lieu, nos estimations révèlent que le PIB par habitant ne présente pas d'effet significatif sur l'assiette fiscale du commerce extérieur, indiquant ainsi une prépondérance des paramètres structurels et des politiques commerciales.

En outre, l'analyse révèle que la valeur ajoutée des secteurs agricole, industriel et tertiaire exerce un impact négatif et significatif sur les recettes fiscales commerciales. Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs. En premier lieu, les secteurs agricole, industriel et des services bénéficient d'exonérations fiscales, qui visent à soutenir la production et à stimuler la compétitivité. En second lieu, l'informalité prédomine, et les incitations à l'exportation réduisent la base taxable.

Les résultats de l'étude montrent que les exportations et les importations exercent une influence négative sur les recettes fiscales du commerce extérieur, mettant en question l'impact des accords de libre-échange et des exonérations douanières sur la fiscalité marocaine. En outre, les droits de douane, bien qu'elle constitue une source indispensable de revenus fiscaux, enregistrent un effet négatif et significatif, en raison des incitations commerciales et des mécanismes d'évasion fiscale.

En ce qui concerne le taux de change, les résultats de notre étude révèlent un effet contrasté, où la dévaluation peut à la fois stimuler la compétitivité des exportations et réduire les recettes fiscales issues des importations. En outre, et contrairement à d'autres contextes, les taxes sur le commerce extérieur au Maroc sont relativement moins impactées par la corruption, grâce à au déploiement d'un bon nombre de mesures structurelles et technologiques. L'automatisation et la transparence rendues possibles par le système d'information douanier (SID) réduisent les opportunités d'intervention humaine et, par conséquent, de corruption. En outre, l'efficacité de la direction des douanes, associée à l'essor des accords de libre-échange, stimule une digitalisation accrue des procédures douanières, réduisant ainsi les pratiques frauduleuses telles que la sous-évaluation des marchandises importées pour échapper à des taxes élevées. En outre, il a été observé que l'inflation exerce une influence positive et notable sur les recettes fiscales du commerce international, en raison de l'augmentation automatique de la valeur des biens soumis à l'impôt.

Ces résultats mettent en lumière l'importance d'adapter des politiques fiscales et commerciales adaptées au contexte conjoncturel, pour mieux répondre aux différents défis imposés par l'ouverture économique et les tendances structurelles du commerce international. De même, l'adoption d'une stratégie équilibrée, combinant les incitations à l'exportation, l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement des mécanismes de contrôle, permet d'optimiser la mobilisation des recettes fiscales tout en soutenant la croissance économique.

La mobilisation efficace des ressources publiques est essentielle pour financer des secteurs stratégiques comme les infrastructures, l'éducation et la santé. Une meilleure compréhension des facteurs influençant ces recettes permet d'adopter des politiques économiques et fiscales adaptées, garantissant ainsi une croissance économique stable et durable.

En fin, l'étude des déterminants commerciaux des recettes fiscales du commerce extérieur au Maroc est considérée comme un levier stratégique pour le Maroc, lui permettant d'ajuster sa

politique fiscale, de soutenir sa compétitivité économique et d'assurer un développement durable à travers une mobilisation efficace des ressources publiques.

Références :

- (1). Ahmed, Q.M. and S.D. Mohammed, 2010. Determinant of Tax Buoyancy: Empirical Evidence from Developing Countries. *European Journal of Social Sciences*, 13 (3).
- (2). Basirat, M., F. Aboodi and A. Ahangari, (2014), Analyzing the effect of economic variables on total tax revenues in Iran. *Asian Economic and Financial Review*, 4(6): 755-767.
- (3). Baunsgaard, Thomas and Michael Keen. (2005). « Tax revenue and (or?) trade liberalization ». IMF Working Paper WP/05/112.
- (4). Chaudhry, I. S. and Munir, F. (2010). Determinants of low tax revenue in Pakistan. *Pakistan Journal of Social Sciences*, 30(2), 439-452.
- (5). Davoodi, H.R. (2000). Corruption, growth and public finances. IMF Working Paper, 182, 1-2
- (6). Eltony, M. N. (2002). "The Determinants of Tax Effort in Arab Countries". API working paper series, Kuwait information center.
- (7). Fisman, R., Jakob, S. (2000). Are corruption and taxation really harmful to growth? firm –level evidence. The World Bank Policy Research Working Paper, 2485, 1-24.
- (8). Ghura, D. (1998). Tax revenue in Sub-saharan Africa: Effects of economic policies and corruption. IMF Working Paper, WP/98/135, 1-25.
- (9). Gupta, S.A. (2007), Determinants of Tax Revenue Efforts in Developing Countries', IMF Working Washington D.C.). Paper (WP/07/184.
- (10). Imam, P.A., Jacobs, D.F. (2007). Effect of corruption on tax revenues in the Middle East. IMF Working Paper, WP/07/270, 1-34.
- (11). Johnson, S., Kaufman, D., Lobaton, P.Z. (1998). Regulatory discretion and the unofficial economy. *American Economic Review*, 88(2), 387-392.
- (12). Keen, Michael, et Alejandro Simone. "Tax Policy in Developing Countries: Some Lessons from the 1990s." *World Economics*, vol. 4, no. 1, 2004, pp. 143-169.
- (13). Keen, Michael, Ligthart, jenny. (2002). « Coordinating tariff reductions and domestic tax reform ». *Journal of International Economics*, 56, 407-425.
- (14). M.(2002). " Determinants of tax revenue shares in Uganda." University of Bath, Department of Economics, United Kingdom.
- (15). Muibi, S.O., and Sinbo, O.O. (2013), "Macroeconomic Determinants of Tax Revenue in Nigeria (1970-2011)," *World Applied Sciences Journal*, 28(1), 27-35.
- (16). Nwosa, P.I., Saibu, M.O., and Fakunle, O.O. (2012), "The Effect of Trade Liberalization on Trade Tax Revenue in Nigeria," *African Economic and Business Review*, 10(2), 28-43.
- (17). Onakoya, B.A., Afintinni, O.I., and Oyeyemi, G.O. (2017). Taxation and Revenue Growth in Africa. *Journal of Accounting and Taxation*. 9, 11-22. DOI: 10.5897/JAT2016.0236 ID.56461882
- (18). Orhan, M. and Öztunç, H. (2013). Tax revenue and main macroeconomic indicators in Turkey. *European Journal of Economic and Political Studies*, 6(1), 135-150.
- (19). Paulo Drummond, Wendell Daal, Nandini Srivastava, Luiz Edgard Oliveira (2012), « Mobilizing Revenue in Sub-Saharan Africa: Empirical Norms and Key Determinants » IMF Working Paper African Department WP/12/108
- (20). Rao J. M. (2002). Fiscal Faux Pas?: An Analysis of the Revenue Implications of Trade Liberalization. *World Development*, 30, 1431–1444.

- (21). Rodríguez, Francisco, et Dani Rodrik. "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence." NBER Working Paper No. 7081, National Bureau of Economic Research, 1999.
- (22). Sanyal et al. (2000), "Corruption, Tax Evasion and the Laffer Curve," *Public Choice*, Springer, vol. 105(1-2), pages 61-78, October.
- (23). Stosky J.G. et A. WoldeMariam, 1997, « Tax Effort in Sub-Saharan Africa », *IMF working paper*, 97/107 Washington, DC